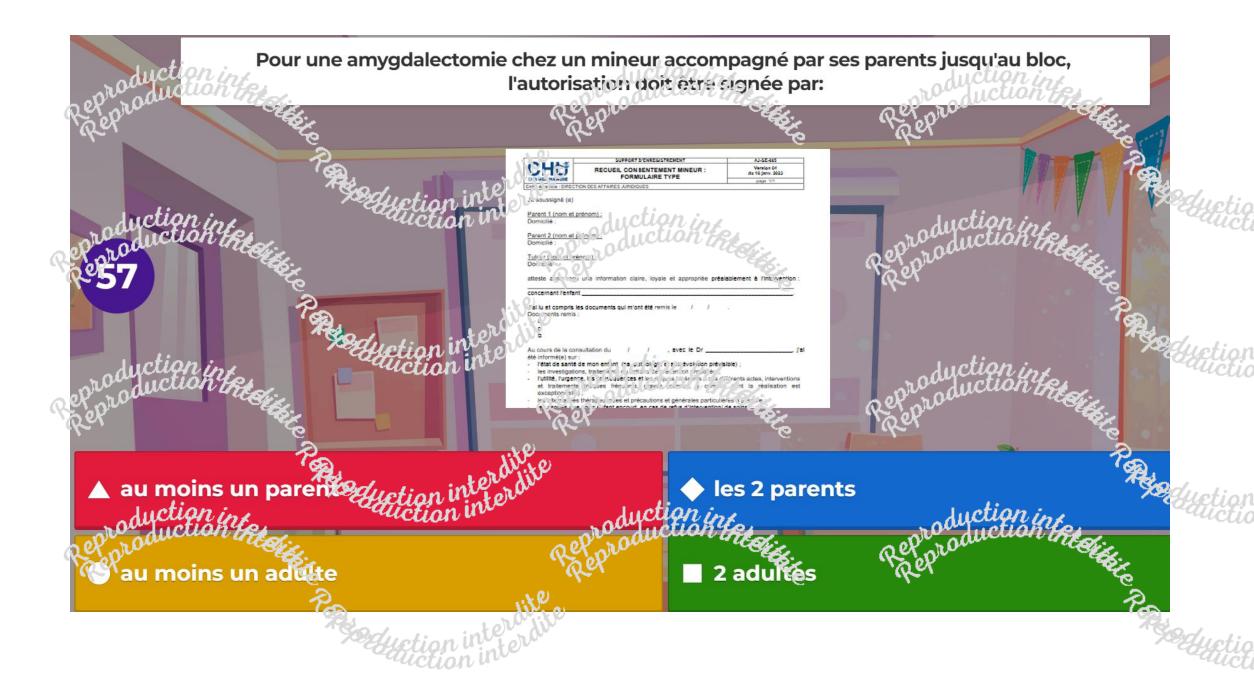
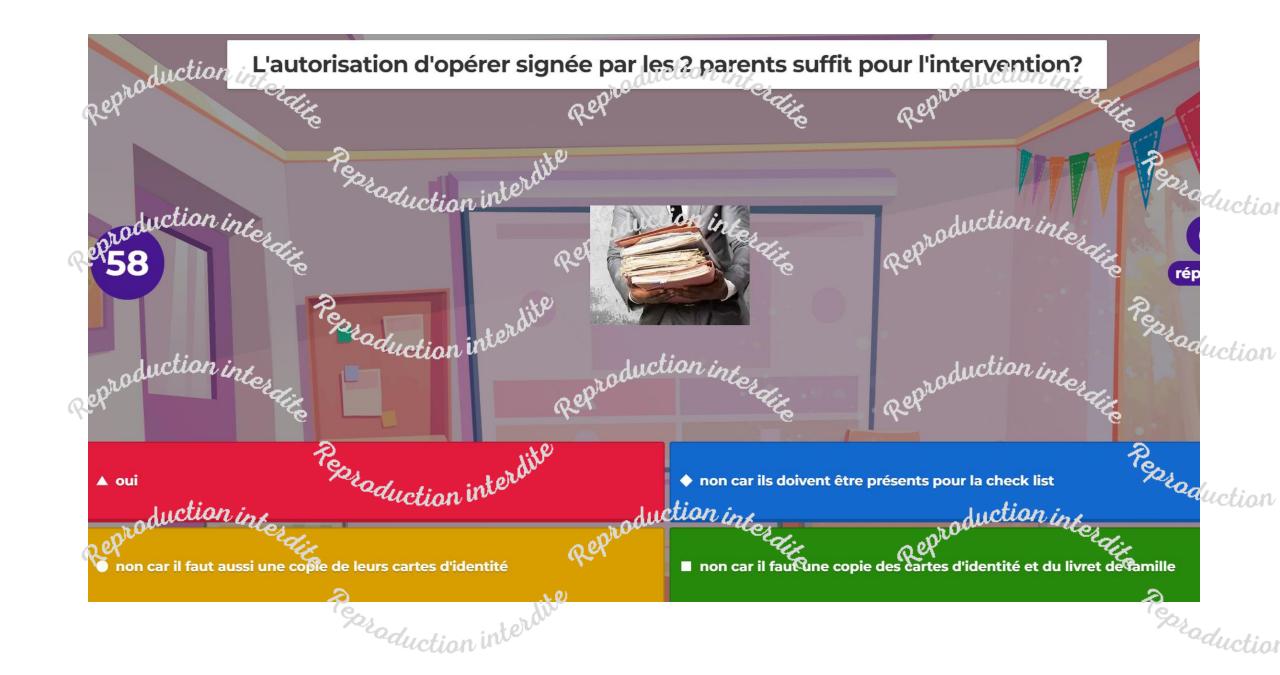




duction interdize production into Fixation à dix-huit ans de l'âge de la majorité. Art. 1 Les articles 388 et 488, premier alinéa, du code civil sont modifies ainsi qu'il suit ction in Art. 388. - Le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore l'age de dix-huit ans accomplis. » production doi du 5 juillet 1974ction inte Peraduction interdite Reproduction in Reproduction interdiz Reproduction interdig



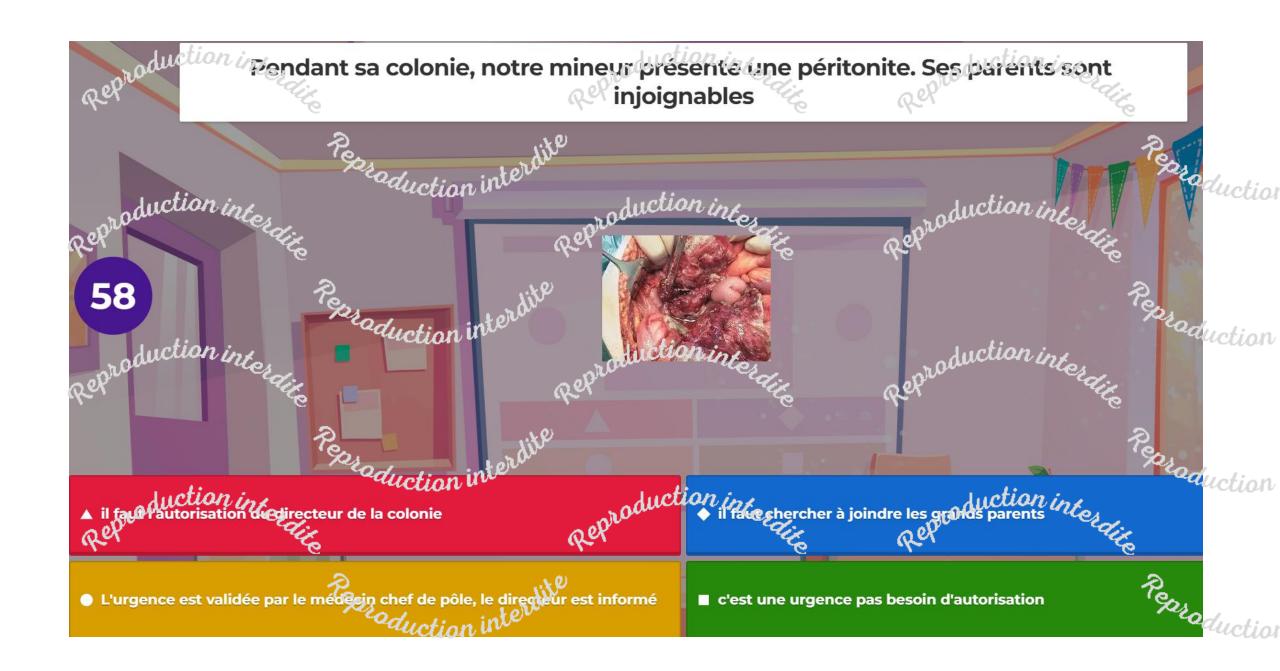


Cependant, l'identitovigilance est l'organisation mise en oeuvre pour fiabiliser l'identification des usagers et le référencement de leurs données de santé. Elle nécessite par tous le respect des règles de bonne pratique.

Chaque structure de santé organise l'identification des usagers et la gestion des risques associée. Elles doivent être reprises dans les chartes et procédures d'identitovigilance.

Ainsi, chez certains l'authentification des signatures des détenteurs de l'autorité parentale est faite uniquement à l'entrée, chez d'autre au contrôle ultime ou encore à toutes les étapes de la procédure.





5. L'admission d'un mineur en urgence

En cas d'urgence, toutes mesures utiles doivent être prises pour que les personnes exerçant l'autorité parentale sur le mineur soient prévenues.

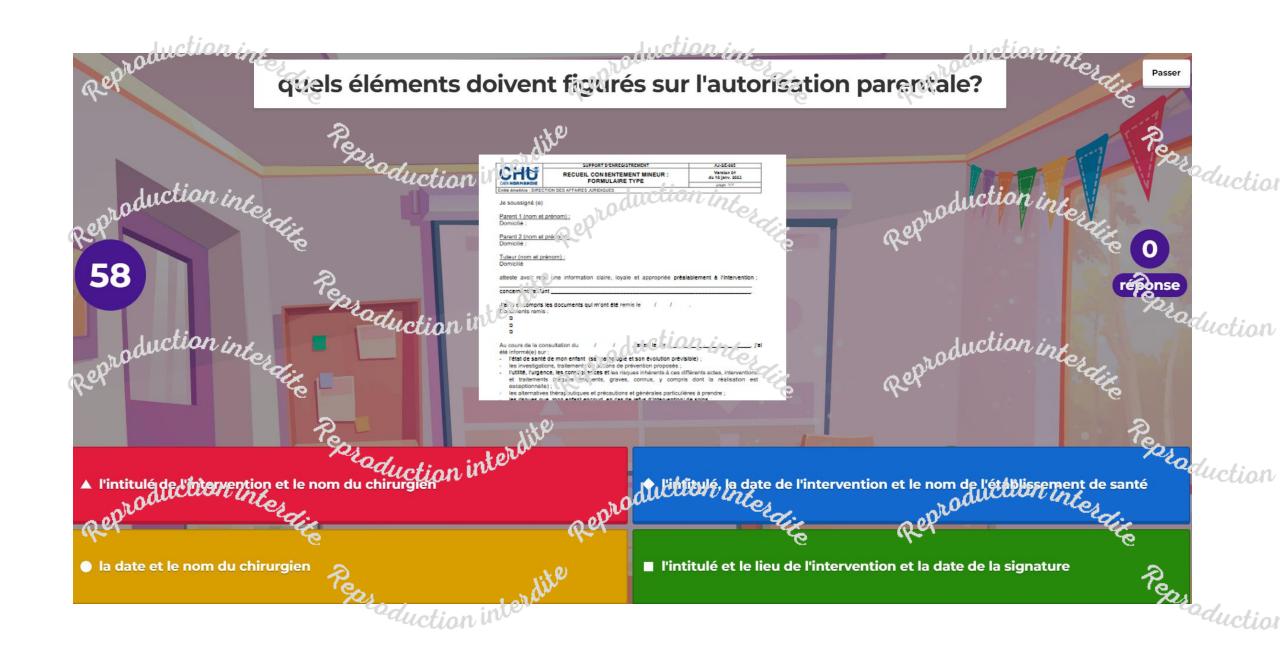
Juction into

Si elles pe peuvent pas être jointes, l'intervention chirurgicale peut être réalisée, sous reserve du respect, dans toute la mesure du possible, des formalités suiventes :

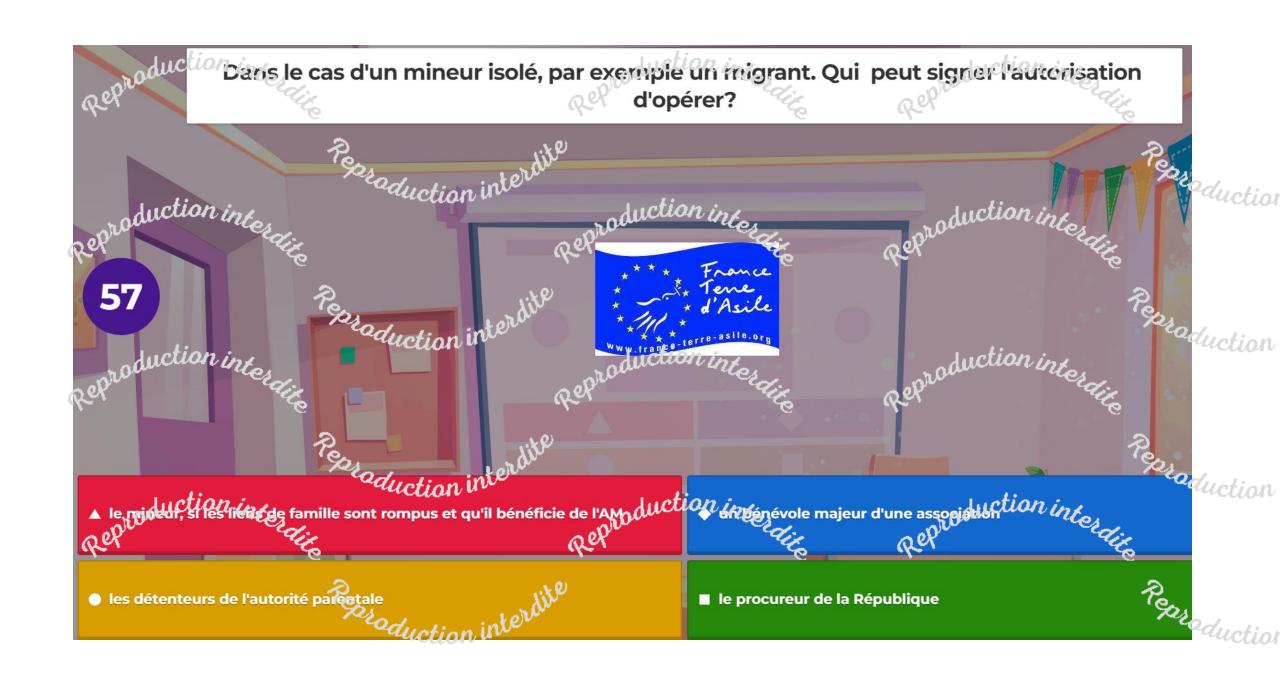
- l'urgence est constatée et l'intervention décidée par le médecin chef de pôle ou, à défaut, par le praticien ayant la responsabilité temporaire du pôle;
- la décision d'opérer est consignée par écrit par le médecin qui pratique l'intervention qui mentionne en outre la "nécessité d'opérer en urgence" et précise la date et l'houre, son com et sa signature ;
 - le directeur de l'établissement (ou l'administrateur de garde) est informé par le chirurgien de la nécessité de pratique l'intervention; le procureur de la République doit en être informé

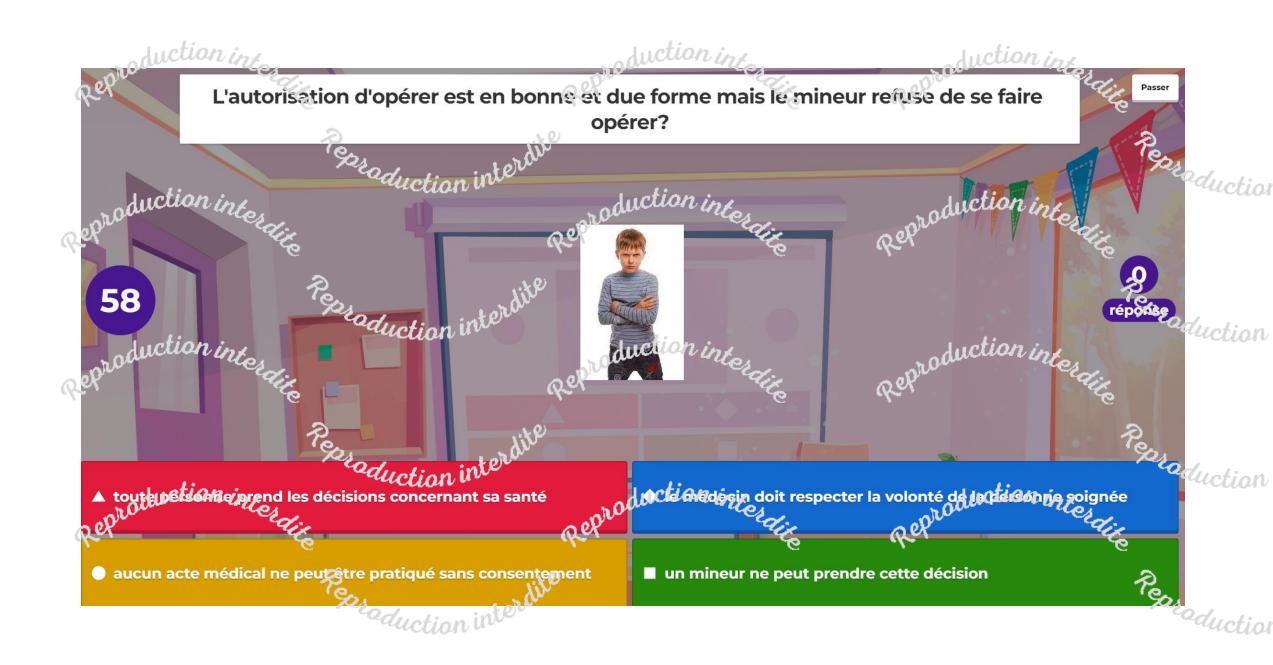
le document est contresigné, dans les meilleurs délais, par le directeur (ou l'administrateur de garde) qui précise sur le ce même document qu'il n'a pas été possible de joindre en temps utile le titulaire de l'autorné parentale.

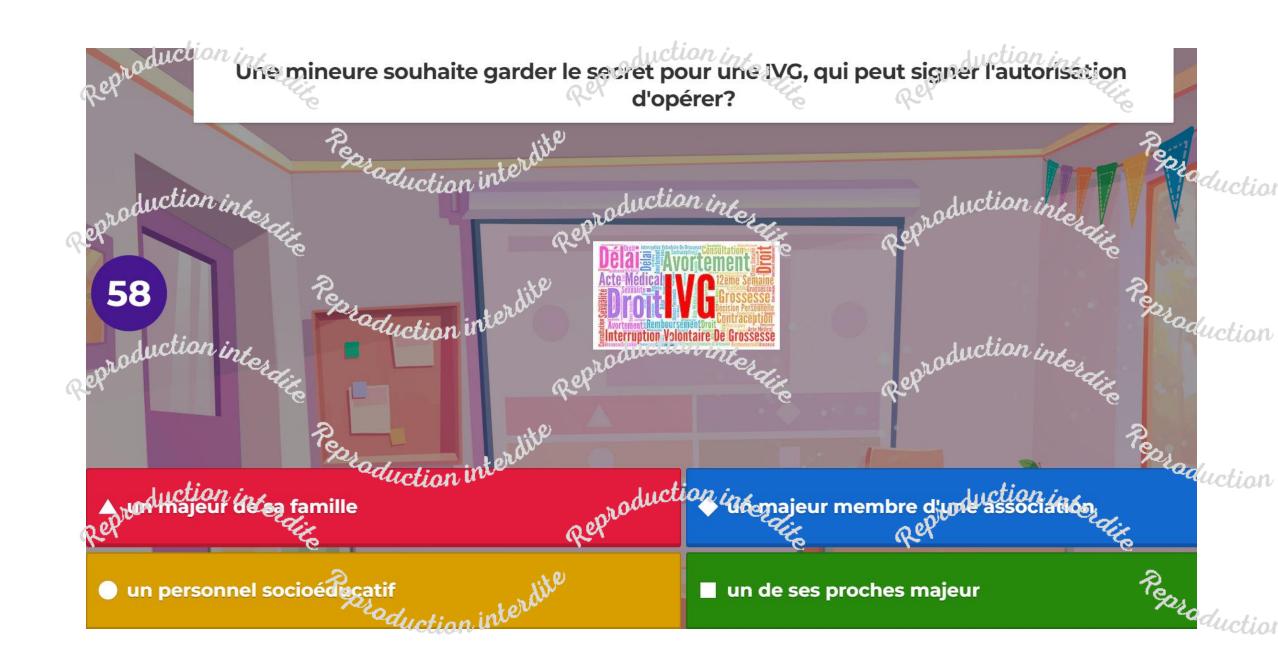
Il est recommandé de compléter le dossier d'admission dès que le représentant légal a pu être contacté.

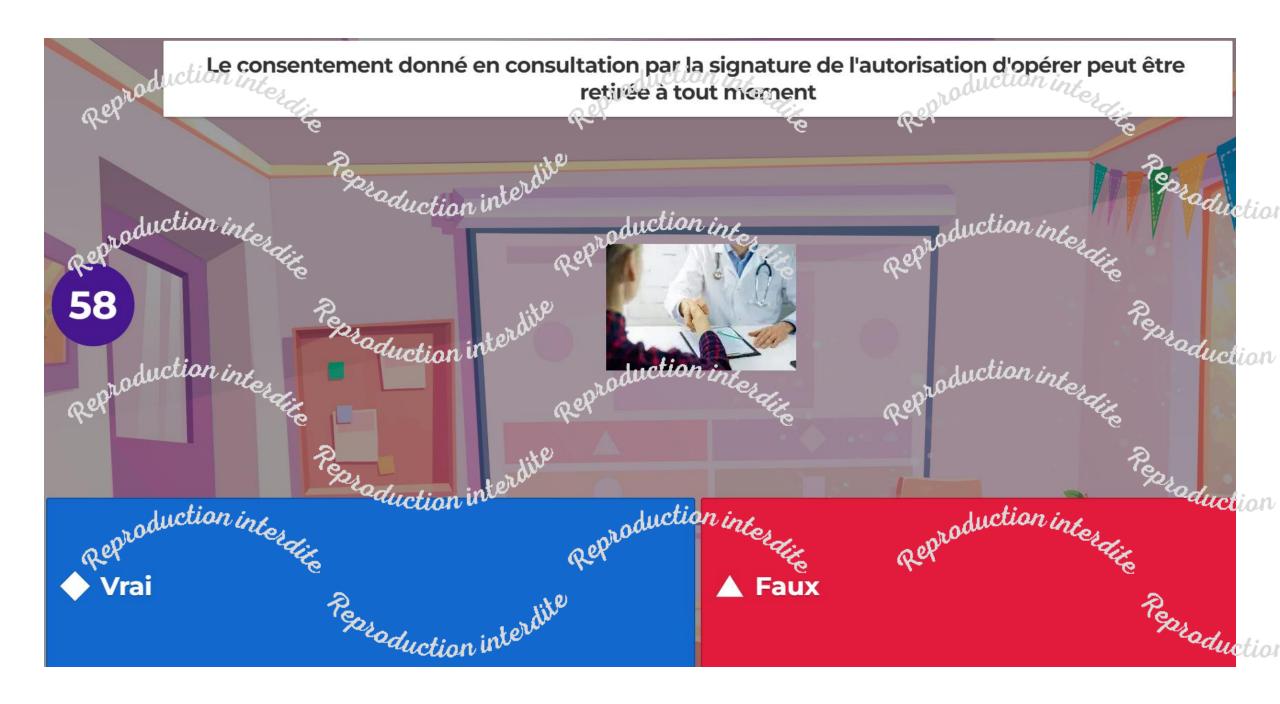






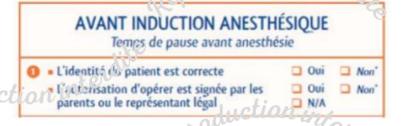






Conclusion

Fruit d'une succession de législations, l'autorisation d'opérer un mineur, item n°1 de la check list HAS, fait appel aux règles d'identitovigilance de l'établissement.



Le modus operatis de l'autorisation d'opérer n'est pas décrit, des variations d'un établissement à l'autre amènent du doute quant aux bonnes pratiques

Que risque l'IBODE?

mesures disciplinaires pour non respect de procédure institutionnelle l'employeur risque des dommages et intérêts proportionnels au préjudice